

Redevenir le faire politique au service de la paix.

Notre partie doit porter une ambition forte : redevenir le faire politique au service de la paix.

Face aux guerres, menée par des dirigeants, fasciste, aux divisions et à la montée des injustices, notre partie Doit être cette voie mondiale pour la paix entre les peuples.

La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. Elle est le droit de vivre dignement, de travailler, de se loger, de se soigner, d'apprendre et de participer pleinement à la vie démocratique.

La paix, c'est

Défendre la diplomatie, plutôt que l'affrontement.

Combattre la logique de haine, de racisme et de domination

Protéger les services publics et les droits sociaux.

Faire vivre la solidarité entre les citoyens.

Remettre l'humain au cœur des choix économique.

Notre partie doit porter une république sociale, fraternel et laïque, ou la richesse, c'est le peuple et non le capital.

Dans ce monde dominé par la finance, les conflits d'intérêt et la compétition permanente, la paix, exige du courage politique : celui de défendre la coopération, la justice et la dignité.

L'humain d'abord, c'est le combat de l'avenir.

Parce qu'une société ne peut avancer durablement, sans justice, sans solidarité, et sans dignité humaine.

face aux logiques de profit de division, nous devons unir notre peuple autour de la paix et du progrès social.

Mettre l'humain au cœur des décisions, c'est construire une république plus fraternelle, plus de démocratique, et plus juste.

Il nous faut faire prendre conscience, que l'avenir c'est lui (le peuple) Cocker des décisions refuse l'indifférence et défend l'intérêt collectif.

Pour ce fait, il nous faut naviguer, naviguer vers une république sociale.

Une République sociale, c'est à mon sens une république qui protège, qui aime aussi et qui rassemble.

Une République ou chacun, et chacune a droit au travail, à l'éducation, à la santé, au logement et à la dignité.

Elle ne laisse personne au bord du chemin.

Elle place l'humain avant l'argent, l'intérêt général avant les privilèges.

Une République sociale, c'est la démocratie vivante, la justice fiscale, les services publics fort et la solidarité entre citoyens.

Face aux inégalités et aux factures , nous voulons recraches, reconstruire une société plus fraternel, plus participative, et plus humaine.

La république n'a de sens que si elle garantit l'égalité réelle est l'espoir pour tous.

Face a ce défi, nous devons faire face a la commission européenne. Cette commission peut lorsqu'un pays augmente fortement ses dépenses publiques, nationalise un secteur où dépasse les règles budgétaires européennes, la commission exerce alors une pression politique et financière

Alain Boutroue